

Constances en matière d'usages médiatiques et de militantisme sociopolitique en Afrique du Nord

Cette contribution aborde les modalités d'engagement et d'usages des médias par les citoyens. Pour mesurer les éventuelles évolutions des pratiques citoyennes et des modes d'action et d'engagement de masse, il sera question de dégager des traits communs aux mouvements de contestations sociopolitiques sur les réseaux numériques au Maghreb et en Egypte et l'apparition des nouvelles formes de militantisme. L'objectif est de mettre en relief les constances relatives à cette partie du monde en matière d'usages médiatiques et de militantisme sociopolitique afin d'offrir des perspectives comparatives avec d'autres mouvements de mobilisation dans les autres régions du monde.

Plusieurs mouvements de mobilisation sociale et politique ont vu le jour dans l'espace méditerranéen à l'instar des soulèvements arabes, des Indignés et dans d'autres régions du monde à l'instar d'Anonymous et des mouvements de contestation dans les départements français d'Outre-mers, la mobilisation au Québec, en Turquie, au Brésil et dans d'autres pays du monde.

Les Sciences de l'information et de la communication constituent donc un excellent cadre pour saisir les mouvements de mobilisation parce qu'elles privilégient une approche pluridisciplinaire et des perspectives d'observation des phénomènes complexes et entrelacés (Dumas, 2014). Les technologies de la communication dans leur diversité symbolique et matérielle, des réseaux sociaux numériques aux Smartphone en passant par la télévision, Internet et l'informatique, peuvent être envisagé comme des vecteur de changement, des indicateurs de changement de modes de vie, ou encore comme des lieux d'observation d'une pragmatique langagière.

Afin de penser le rapport entre mobilisations sociales et médias nous nous intéresserons aux soulèvements arabes en Afrique du Nord. Les évolutions des espaces publics de cette région du monde sont impulsées par le rôle mobilisateur des TIC mais surtout des modifications des pratiques d'engagement politique et citoyen.

Nous privilégions dans cette analyse l'approche de l'appropriation afin de penser les usages des médias notamment numériques par les citoyens arabes. « L'appropriation est un procès, elle est l'acte de se constituer un 'soi' » (Jouet, 2000, 502). A partir de cette approche nous pouvons admettre l'hypothèse que les médias et les TIC ne se développent et ne se diffusent qu'en rapport avec les représentations sociales (Moscovici, 1984).

Dès lors, la proposition de Serge Proulx qui soutient la mise en relation des dimensions sociale et cognitive dans l'analyse des usages des citoyens (Proulx, 2006) apparaît pertinente. L'analyse des significations des usages est primordiale pour penser les processus d'appropriation des TIC et l'identification des « trajectoires d'appropriation ». « Dans la mesure où l'on prend en compte les composantes sociale et historique mobilisées dans la genèse des usages, il devient pertinent de penser l'usage comme lieu de politisation » (Proulx, 2006).

Notre propos s'appuie d'une part sur enquête de terrain datée de 2012 et qui a touché une population de près de 500 individus au Maroc. D'autre part, il sera question de mettre en perspective, par une approche comparative, les résultats de notre enquête avec d'autres enquêtes de terrain menées après les soulèvements arabes en Egypte, en Algérie et en Tunisie, ce qui permettra sans nul doute de mieux cerner ce que font les publics d'internet : usages informa-

tifs, politiques, pratiques culturelles, religieuses, constructions de soi, mise en lien avec les autres, etc.

Cette contribution entend participer à la réflexion autour du pouvoir du changement que provoquerait l'appropriation par les citoyens des outils de communication. Si le changement reste caractérisé par des spécificités liées au contexte historique, politique, social, culturel, il est observable que dans nombre de cas, les mobilisations citoyennes dépendent également des canaux de diffusion de l'information et de la coordination des actions par les techniques de communication et par les outils du Web.

Nous aborderons dans une première partie de notre contribution les modalités d'engagement et d'usages des médias par les citoyens. Pour mesurer les éventuelles évolutions des pratiques citoyennes et des modes d'action et d'engagement « de masse », nous dégagerons dans une deuxième partie des traits communs aux mouvements de contestations sociopolitiques sur les réseaux numériques au Maghreb et en Egypte notamment quant à l'apparition de nouvelles formes de militantisme. Là encore l'objectif est de mettre en relief les constances relatives à cette partie du monde en matière d'usages médiatiques et de militantisme sociopolitique afin d'offrir des perspectives comparatives avec d'autres mouvements de mobilisation dans les autres régions du monde.

Usages des médias et modes d'engagement

Les sociétés actuelles ont connu divers changements ces dernières décennies au niveau culturel, social, politique, économique. En Afrique du Nord, ces bouleversements se sont traduits par des soulèvements populaires provoquant des changements politiques dont l'importance et la tournure varient selon les pays allant de la fin du régime jusqu'à la continuité politique.

Modalités d'engagement et de débat public

Il est observable de noter que les questions soulevées par l'actualité dans le Monde arabe renvoient d'emblée à divers terrains de recherche en SIC tels que les pratiques des publics en matière d'outils de communication, l'appropriation des techniques de communication afin de provoquer le changement, les modalités de mise en place du débat public et démocratique et l'organisation de l'espace public non pas au sens habermassien mais comme une sphère composée d'espaces entrelacés. Envisager les pratiques en matière de consommation médiatique des citoyens consiste d'abord à considérer un cadre marqué par la diversité des offres techniques à leur disposition : nouveaux médias (Internet, Web participatif, téléphonie mobile, réseaux sociaux numériques, etc.) et médias classiques (presse écrite, radio, télévision, etc.). Nous nous intéressons dans ce cadre aux études de Josiane Jouet permettant de considérer l'approche de l'appropriation comme étant un des axes principaux qui traverse les champs des pratiques médiatiques domestiques et professionnelles. « L'appropriation est un procès, elle est l'acte de se constituer un 'soi' » (Jouet, 2000, 502). L'appropriation est envisagée ainsi dans sa dimension subjective et collective. Cette perspective favorise les processus dynamiques mise en œuvre quotidiennement dans la relation usager/médias. Il est dès lors possible d'admettre l'idée d'une corrélation entre la mise en place et l'évolution des TIC et les usagers qui se développent à leur égard et plus généralement les « formes de sociabilité contemporaines » (Mallein, Toussaint, 1994, 317).

Ces usages et représentations (Moscovici, 1960) montrent comment les pratiques modifient l'objet technique pour l'intégrer dans le sens commun. La construction mentale des TIC par exemple s'opère en référence aux croyances et valeurs qui circulent dans le groupe d'utilisateur à un moment donné. Les représentations sociales permettent à l'utilisateur d'interpréter d'un point de vue de symbolisations et de significations la réalité technique à laquelle il est confronté. Il s'agit en conséquence d'un « véritable remodelage mental de l'objet » (Moscovici, 1960).

L'avènement de l'Internet et du Web participatif a peut être provoqué une rupture significative dans les possibilités d'usage offertes par les TIC (Proulx, 2005, 11). Serge Proulx prône ainsi la mise en lien des sphères cognitive et sociale dans l'approche des pratiques et usages des publics. Il affirme qu'un réseau hétérogène d'agents humains et d'actants non humain caractérise la construction des compétences cognitives des usagers (Proulx, 2006).

Le rapport des usagers des TIC à la sphère publique pendant les soulèvements arabes pose moult questions quant aux modalités d'existence et de fonctionnement des « nouveaux » espaces publics. Ces derniers ne peuvent plus être envisagé uniquement dans le sens d'espaces investis pas des citoyens à l'aide des outils de communication dont l'objectif est la critique de l'ordre établi et de l'Etat comme le supporte Habermas (1978) mais comme une pluralité d'espaces non pas unifiés mais distincts, entrelacés et partiels marqué justement par les modalités d'usages, de prise de parole et d'expression qui caractérisent les pratiques des TIC. Ces espaces faut-il le rappeler ne servent pas uniquement à l'action, à l'engagement et à l'expression politique mais également à la parole privée (Wolton, 1997, 163-174) : photos et vidéos personnelles, opinions diverses, goût et centres d'intérêt, etc. La dimension offerte par les TIC mêle aussi bien un espace public compris comme lieu d'échange d'arguments rationnels qu'un espace public mettant en scène la libre expression seulement sans aucune hiérarchie ni normativité (Wolton, 1997).

En conséquence, ces éléments nous poussent à nuancer la capacité des TIC, des réseaux sociaux numériques (RSN), de la téléphonie mobile à faire émerger sphères publiques alternatives. Les études concernant les sites Web créés par la diaspora iranienne (Graham, Khosravi, 2002, 233 et 242) et somalienne (Issa-Salwe, 2006, 58-65)¹ révèlent que ces outils de communication, qui sont généralement dominés par une minorité diverses d'élites, de groupes politiques, idéologiques, religieux, etc., se cantonnent le plus souvent à renforcer « le sens de telle ou telle communauté », à favoriser le plus souvent des commentaires et opinions mais ne permettent pas la mise en place d'un débat public et d'un « dialogue actif » entre les différents groupes politiques présents sur le web. Ils favoriseraient même la « fragmentation » de ces sociétés (Issa-Salwe, 2006, p.58-65).

Des réseaux sociaux réels

Dans leur diversité, les mouvements sociaux actuels ou plus anciens traduisent les espoirs des citoyens de provoquer le changement et de proposer des alternatives aux contraintes concomitantes aux différents niveaux de crises économiques, sociales, politiques ou démocratiques. Ces crises ont donc des causes variées et voient le jour dans des contextes et environnements divers. Elles ont néanmoins, depuis l'avènement des médias de masse, des points communs qui renvoient à l'utilisation des médias comme mode d'expression. Les médias propageront les espoirs des citoyens qui passent par l'information, le partage, la mise en délibération, la capacité de convaincre divers publics de la puissance d'une idée, de la pertinence d'une revendication ou de la nécessité de poursuivre un idéal commun. Dès lors, quelles sont les similitudes entre ces divers mouvements sociaux quant aux usages et pratiques médiatiques ? de quelle manière s'approprie-t-on les différentes techniques de communication dans l'optique de mise en lien pour favoriser l'opposition à l'ordre social, politique ou culturel en place ?

A partir des manifestations en Tunisie fin 2010, il semblerait que l'on re-découvre l'Afrique du Nord connu jusqu'à lors, non sans raison, pour une forme d'inertie sur le plan politique. Ces soulèvements ont en réalité commencé avant l'étincelle de la ville de Sidi Bouzide en décembre 2010. En effet, si l'on ne tient compte que des mobilisations des dernières années,

¹ Les deux travaux de recherche sont cités par Tristan Mattelart, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *tic&société* [En ligne], Vol. 3, n° 1-2 | 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, Consulté le 11 avril 2014. URL : <http://ticetsociete.revues.org/600> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.600

nous constatons que d'autres mouvements ont marqué la scène sociopolitique traduisant ainsi un dynamisme certain de la société civile. En Tunisie, les révoltes en 2008 des ouvriers des mines de phosphate à Gafsa durement réprimées par le régime en place marquent une date importante dans ce processus d'émancipation (Chouikha, Greisser, 2010) comme l'a été le mouvement *Kifaya* issu de la société civile égyptienne.

Parmi les premiers slogans scandés par les manifestant en Tunisie aux premières heures du soulèvement on rappelle notamment « le travail est un droit, oh bande de voleurs ! » (Dahmen-Jarrin, 2013, 58). Zouha Dahmen-Jarrin montre en effet comment, à travers des slogans stratégiquement choisis, les militants de Sidi Bouzid ont réussi à propulser la contestation de la scène locale à la scène nationale. Il s'agit donc d'une stratégie d'influence mise en place à l'aide de l'Internet et les médias étrangers comme Al-Jazira et qui s'articule autour de la mise en scène et la médiatisation du désespoir des jeunes, le chômage notamment des diplômés et la crise sociale qui conduiraient aux suicides des citoyens. La réussite de cette stratégie est le résultat de l'existence d'une force sociale d'opposition et son expérience aussi bien sur le terrain du militantisme de proximité que dans l'usage habile et fréquent des techniques de communication (Dahmen-Jarrin, 2013).

Ce rappel permet de modérer l'euphorie technologiste mettant en avant le rôle déterminant, dans ces mouvements, des outils modernes de communication tels que les Smartphones, les RSN et Internet. Le rôle joué par ces « nouveaux » médias dans les mouvements sociaux nous conduit à deux constats différents. Primo, nous avons assisté lors de ces soulèvements à de nouvelles formes d'interactions entre les médias « nouveaux » et « classiques » comme l'atteste par exemple la diffusion par des chaînes d'information en continu comme France 24 ou Al Jazira des vidéos envoyés par des « amateurs » ou provenant de RSN. Secundo, l'utilisation de ses nouveaux outils de communication a favorisé l'émergence de nouvelles formes d'action politique, d'engagement sociale et politique. Elle a ainsi permis l'apparition de nouveaux cadres d'identification idéologique et de contestation des citoyens qui va au-delà du cadre des organisations politiques classiques tels que les partis politiques, les syndicats, les associations, etc. (Touati, 2013).

Nous admettons dans le cadre de cette contribution l'hypothèse qui supporte l'existence de liens plus ou moins forts sur le plan symbolique ou matériel entre les différents mouvements sociaux concomitants. Ces mouvements de mobilisation citoyenne qui ont vu le jour dans l'espace méditerranéen depuis le mouvement grec en passant par les Indignés ou encore les mouvements turc ont des motivations fort différentes mais ils peuvent se rejoindre dans la puissance d'action des citoyens (Proulx, 2012) et leurs identifications mutuelles quant aux possibilités de lutte et de renversement des régimes politiques ou économiques en place.

Constantes et similitudes des usages des médias dans les mouvements sociaux

Les soulèvements arabes sont marqués par la force de leur émergence et par l'action citoyenne réelle sur le terrain de la contestation mais également « virtuelle » sur les réseaux numériques. Ils ont des similitudes, malgré leurs nombreuses spécificités liées entre autres aux contextes politique, historique, économique, au degré d'ouverture démocratique, à la force de la société civile, à l'usage des médias, etc., qui renvoient à deux caractéristiques principale. Dans la première, nous pouvons observer que ces mouvements ont mis en avant un usage intense de la technologie numérique et des TIC en général dans la coordination et la mise en place de l'action. La seconde caractéristique révèle une forme d'appropriation des outils de communication tels que la téléphonie mobile et les RSN par certains membres de la société civile en vue de provoquer une évolution notable au niveau économique, politique et social (Proulx, 2013).

Modes d'expression et engouement pour les RSN

Lorsque nous analysons les modalités d'action des citoyens Nord-africains et leurs usages des TIC pendant les soulèvements arabes il est possible de caractériser les divers changements liés aux modes d'échange d'information, de discussion et de délibération dans le débat public.

La première constance des soulèvements arabes concerne les modalités d'expression et pratiques langagières en cours sur les réseaux numériques et sur le terrain de la contestation. Les usagers des réseaux numériques mettent en avant leurs revendications à l'aide de procédés classique d'expression comme l'écrit, la vidéo et la photo. Ces procédés s'accompagnent également de modes d'expression artistique pour mettre en scène une idée, une cause ou une revendication. Dans le cas égyptien par exemple le graffiti investi les places principales du Caire dont le symbole reste la place Tahrir (Huguet, 2012, 179-186). Ce mode d'expression marque aussi une forme d'action politique visant à exprimer des idées et surtout à les transmettre et à les partager afin de provoquer une sorte d'identification au mouvement des citoyens présents physiquement sur le terrain ou virtuellement dans les réseaux numériques dans une stratégie de ralliement internationale.

Sur le plan des pratiques langagières, le cas marocain par exemple avec le mouvement du 20 février révèle une richesse des langues d'usage et de communication. Lors des manifestations de ce mouvement sur le terrain, et dont les traces se retrouvent aussitôt sur les réseaux numériques, les messages adressés au pouvoir en place prenaient forme à l'aide de diverses langues telles que l'arabe, le marocain, le tifinagh, le français, etc. La rapidité de circulation des messages conforte la pertinence du choix des modes et formes d'expression (photos, caricatures, graffiti, etc.) qui visent la sensibilisation des citoyens, leur identification et leur soutien bien au-delà des lignes idéologiques classiques, des expressions langagières et des frontières géographiques (Toumi, Amsidder, Daghmi, Toumi, 2012).

La deuxième caractéristique commune aux divers mouvements de contestation révèle l'euphorie technologiste des citoyens quant aux pouvoirs de changement de l'Internet et des TIC. Cette vision technologiste se caractérise par une croyance commune attribuant aux TIC le pouvoir de renverser des régimes politiques, de favoriser la participation citoyenne à la vie politique, d'impulser la démocratisation de la vie politique (Merah, Boudahan, 2012), etc. C'est dans ce sens que les usages des RSN ont explosé en terme quantitatif. Par ailleurs, un RSN en particulier Facebook consacre ces nouvelles pratiques des publics arabes et montre l'intérêt pour les RSN qui, il faut le signaler, n'est pas en corrélation avec les soulèvements arabes. Les taux de pénétration de Facebook dans le Monde arabe sont d'ailleurs en évolution permanente même s'ils changent selon les pays : de 15% pour des pays comme l'Algérie à plus de 70% pour certains pays du Golfe².

Les raisons de cet engouement pour les RSN sont multiples et renvoient tout d'abord à des facteurs techniques comme la facilité d'usage de l'outil, la rapidité et les multiples échanges et partages d'information. Depuis les années 2000, les pratiques les plus courantes sur le Web concernent la recherche d'information (Ghannam, 2011). En Egypte par exemple l'usage le plus fréquent sur Google reste la recherche d'information suivi par l'activité de recherche d'images, de musique et de clips audio ou vidéo (Toumi, Amsidder, Daghmi, Toumi, 2012). La ferveur d'usage des RSN s'explique en second lieu par la longue histoire de contrôle de l'information par les régimes en place et par la censure des médias très présente dans le Monde arabe. Ce dernier est resté longtemps marqué par la désinformation des organes officiels, les limites de la circulation de l'information, la censure ou l'inaccessibilité de certains contenus entre autres sur Internet et les réseaux numériques ce qui a poussé les citoyens vers d'autres alternatives pour s'informer et échanger des informations (Ferjani, Mekki, 2011).

² Source : Check Facebook (<http://www.checkfacebook.com>).

RSN et évolution des modalités d'engagement

La troisième caractéristique commune aux soulèvements arabes, et qui s'étend vers d'autres mouvements sociaux, montre l'influence des nouveaux dispositifs de communication sur les modalités d'engagements, de liberté d'expression et d'activisme politique. En effet, les modes de prise de parole et de participation inhérents au fonctionnement de ces dispositifs engendrent des formes de « distribution d'engagements hétérogènes » (Cardon et al., 2001) qui se traduisent par des inégalités dans l'intervention de chacun qui vont de la pratique forte et intense d'une minorité à l'intervention quasi-nulle d'une bonne partie de la « communauté ».

Partant de ce constat, nous pouvons affirmer que les nouveaux dispositifs de communication plus particulièrement les RSN donneraient naissance à l'émergence de nouvelles formes de désengagement de l'activité politique « classique » qui s'articulait auparavant autour des organisations classiques comme les syndicats, les partis politiques, les associations. Ces dispositifs favoriseraient également l'évolution de l'intensité et la régularité de l'action citoyenne (Touati, 2012). Les « cyberactivistes » en action pendant les soulèvements arabes sont des citoyens souvent peu politisés, rejetant les étiquettes idéologiques classiques et se démarquant des forces politiques traditionnelles comme les partis politiques. Ils ont une perception particulière de leur engagement qui correspond davantage à une action citoyenne qu'à un engagement politique. Cette perception renvoie à la volonté de ces citoyens d'impulser le changement dans chacun des pays arabe en jouant un rôle de relais facilitant la circulation de l'information et l'échange avec les autres citoyens (Merah, Boudahan, 2012).

En conséquence, cette évolution est qualifiée par Zeineb Touati (2012) et Jacques Ion (2001) dans le sens d'une modification de l'engagement affilié qui se transforme en engagement affranchi. Il s'agit là de l'émergence d'une nouvelle identité qui ne concerne qu'un groupe réduit de citoyens dont le lien principal réside dans la motivation de défendre une cause éphémère, de favoriser la mise en lien entre citoyens incarnant une position commune.

La quatrième caractéristique commune à ces mouvements d'Afrique du Nord nous renvoie à des modes d'expression citoyenne dans les RSN marqués par la spontanéité de la prise de parole publique sans hiérarchie ni normativité et affranchie de toutes les formes d'argumentation visant à être une force de proposition. L'utilisateur des dispositifs techniques de communication est souvent inconscient de la portée politique de son action incarnée le plus souvent par diverses thématiques de l'actualité quotidienne. L'action citoyenne a ainsi évolué quant à la durée et l'intensité de l'engagement pour une cause. Des cyberactivistes peuvent certes défendre des causes diverses, mais cet engagement se fait de façon intermittente se réduisant parfois à quelques jours. L'engagement « à durée limitée » est le résultat des flux informationnels sur les RSN où chaque jour est marqué par son lot de sollicitations comme les demandes de diffuser d'information en image par exemple, de rejoindre un groupe, de dénoncer une répression, etc. Il met en scène les désirs parfois intimes de citoyens souhaitant évoquer leur personnalité, rendre « public » leurs photos ou vidéos, leur connaissance ou leur conviction ou simplement leur goût en se démarquant des autres dans une sorte « d'individualisme démonstratif » (Cardon et al., 2011).

Par ailleurs, l'insuffisance d'expérience, de connaissances ou d'enracinement politique de citoyens explique cet engagement éphémère qui peut aller d'une cause à une autre sans se soucier des groupes avec lesquels il fait alliance pour défendre une cause. Cette cinquième constance des mouvements sociaux en Afrique du Nord est liée à la forme et aux modalités d'engagement marquées par le poids et une sorte d'instabilité idéologique d'une bonne partie des usagers des TIC. Ces « militants » sont capables de supporter différentes causes en fonction des sollicitations et de l'actualité sociopolitique du moment. On peut donc militer pour défendre un même objectif que des citoyens qui se réclament plus ou moins de groupes politiques ou idéologiques opposés. Ce constat montre qu'une bonne partie des cyberactivistes n'obéit pas aux jeux politiques classiques marqués par des stratégies construites sur des périodes plus ou

moins longues. La sollicitation du jour mène l'utilisateur de ces plateformes vers des groupes aux idéologies éloignées (libéraux, islamistes, partis de gauche, féministes, etc.) démontrant ainsi que « la cause » défendue va au-delà des autres motivations d'ordre idéologique (Touati, 2012).

En somme, les exemples des soulèvements arabes, malgré leurs spécificités, peuvent nous renseigner sur l'usage des TIC pendant les périodes d'instabilité politique, sociale ou économique. Lors des situations sociopolitiques tendues, les médias « nouveaux » et « classiques » constituent généralement une alternative que vont saisir des forces en opposition pour mettre en scène l'indignation, le désespoir, la misère, la discrimination, le chômage, la crise économique, etc. Les TIC permettent, en créant de nouveaux espaces d'expression, la mise en place des actions de mobilisation et des alternatives pour la formation d'une identité collective (Chambat, 2000). Dans les espaces publics fragmentés, les possibilités offertes par les nouveaux dispositifs de communication favorisent en général l'horizontalité sur l'organisation verticale et hiérarchique. De ce fait, elles profitent d'abord aux usagers militants les moins organisés et aux groupes les plus marginalisés (Cardon et Granjon, 2010, p. 82). Les réseaux de communications dont Internet seraient donc plus adaptés à l'initiation d'une nouvelle tradition favorisant des modes d'action et d'engagement en phase avec les pratiques des citoyens usagers des TIC.

Bibliographie

Cardon M., Crepel M., Hatt B., Pissard N., Prieur C. (2011), « Dix propriétés de la force des liens faibles », Actu-net, (<http://www.internetactu.net/2008/02/08/10-proprietes-de-la-force-des-cooperations-faible/>) consulté le 20 mars 2014.

Chouikha L., Gesseir V. (2010), « Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit », *L'Année du Maghreb*, VI, CNRS Éditions, pp. 415-426

Daghmi F., Toumi F., Amsidder A. (2013), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, Paris, L'Harmattan, 206 p.

Dahmen-Jarrin Z. (2013), « TIC et mobilisation sociale : l'ambivalence des nouveaux dispositifs », Daghami F., Toumi F., Amsidder A. (dir), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, Paris, L'Harmattan, 53-67

Ferjani R., Mattelart T. (2011), *Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu*, Dossier, Médias, n°30, Automne 2011 <http://www.revue-medias.com/-mediamorphoses,66-.html> (Consulté le 29 janvier 2013)

Jauréguiberry F., Proulx S. (2011), *Usages et enjeux des technologies de communication*, Toulouse, Erès.

Jouët J. (2000), « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, n°100, France Télécom-Hermès Sciences Publications.

Mattelart T. (2009), « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *tic&société* [En ligne], Vol. 3, n° 1-2 | 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, Consulté le 15 avril 2014. URL : <http://ticetsociete.revues.org/600>

Proulx S. (2012), « La puissance d'agir des citoyens dans un monde fortement connecté » in Amsidder A., Daghami F., Toumi F. (dir.), *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux TIC*, Agadir, Université Ibn Zohr, 450°p.